

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1953-1954.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Absorption ou fusion de sociétés. — Voir : IMPOTS : Impôts directs : Revenus.

Accidents. — Voir : CATASTROPHES ET ACCIDENTS.

Accidents du travail. — Voir : SECURITE SOCIALE.

Accises (Douanes et). — Voir : IMPOTS : Impôts indirects.

Actes de commerce. — Voir : DROIT COMMERCIAL : Commerçants et actes de commerce.

Administrations publiques.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

- S. 1953-1954 n° 115 : Rapport de M. Delpont.
- — n° 124 : Amendements proposés par M. Dautrepoint.
- — n° 134 : Amendement proposé par M. Van Hemelrijck.

PERSONNEL.

Proposition de loi relative à la carrière du personnel de l'Etat, des provinces et des établissements publics.

- S. 1953-1954, n° 219 : Proposition de M. De Stobbeleir.

SANCTIONS DISCIPLINAIRES.

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat, ainsi que les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat.

- S. 1953-1954, n° 8 : Rapport de M. Nihoul.
- — n° 52 : Amendements proposés par M. Vermeylen.
- — n° 55 : Amendements proposés par M. De Stobbeleir et consorts.
- — n° 60 : Amendements proposés par M. Vermeylen.
- — n° 65 : Amendements proposés par M. Yernaux.

Administrations publiques (suite).

SANCTIONS DISCIPLINAIRES. (suite).

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'égard des personnes visées à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'Ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes.

- S. 1953-1954, n° 26 : Rapport de M. Nihoul.
- — n° 27 : Amendements proposés par M. Dautrepoint.
- — n° 53 : Amendements proposés par M. Rolin.
- — n° 56 : Amendements proposés par M. De Stobbeleir et consorts.
- — n° 66 : Amendements proposés par M. Yernaux.

Affaires Etrangères.

AIDE AUX PAYS ECONOMIQUEMENT SOUS-DEVELOPPES.

Proposition de résolution de MM. Rolin et Flamme, relative à l'aide aux pays économiquement sous-développés.

- S. 1953-1954, n° 18 : Rapport de M. Moreau de Melen.

ARTS, SCIENCES ET LETTRES.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

- a) Avenant, signé à Paris, le 30 juin 1953, portant prorogation de l'accord portant création d'un Conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un Laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire et de l'annexe, signés à Genève, le 15 février 1952 ;
- b) Convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, annexe, protocole financier, annexe et acte final, signés à Paris, le 1^{er} juillet 1953.

- S. 1953-1954, n° 122 : Exposé des motifs et projet de loi.
- — n° 231 : Rapport de M. Mulier.

Affaires Etrangères (suite).**COMMUNAUTE EUROPEENNE DE DEFENSE.**

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants :

- a) Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes ;
- b) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense ;
- c) Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense, signés à Paris, le 27 mai 1952.

S. 1953-1954, n° 204 : Rapport de M. Moreau de Melen.

COMMUNICATIONS.

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants :

- a) Convention internationale sur la circulation routière et dix annexes ;
- b) Protocole relatif à la signalisation routière ;
- c) Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés ;
- d) Acte final, signé à Genève, le 19 septembre 1949 ;
- e) Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière de 1949 ;
- f) Accord européen portant application de l'article 23 de la Convention sur la circulation routière de 1949, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des Parties contractantes et annexe ;
- g) Accord européen portant application de l'article 3 de l'annexe 7 de la Convention sur la circulation routière de 1949, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des Parties contractantes et Annexe ;
- h) Déclaration sur la construction de grandes routes de trafic international et Annexes, signées à Genève, le 16 septembre 1950.

S. 1953-1954, n° 239 : Rapport de M. Buisseret.

DETTES ALLEMANDES.

Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes et des Annexes, signés à Londres, le 27 février 1953.

S. 1953-1954, n° 113 : Rapport de M. Leynen.

DROITS DE L'HOMME.

Projet de loi portant approbation de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et du Protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952.

S. 1953-1954, n° 11 : Amendement de MM. Schot et Pholien au texte présenté par la Commission.

Affaires Etrangères (suite).**DROIT INTERNATIONAL PRIVE.**

Projet de loi portant approbation du Traité entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relatif au droit international privé, signé à La Haye, le 11 mai 1951, et introduisant dans la législation belge la loi uniforme annexée à ce traité.

S. 1953-1954, n° 132 : Exposé des motifs et projet de loi.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

Projet de loi portant approbation de l'instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail, adopté à Genève, le 25 juin 1953, par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail, au cours de sa trente-sixième session.

S. 1953-1954, n° 254 : Rapport de M. Troclet.

PACTE ATLANTIQUE.

Projet de loi portant approbation du Protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux, créés en vertu du Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris, le 28 août 1952, et de la Déclaration entre les Gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signée à Bruxelles, le 20 juin 1953.

S. 1953-1954, n° 24 : Rapport du baron Nothomb.

Agents de l'Etat, des provinces, des communes et des institutions publiques. — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Voir aussi : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Sanctions disciplinaires.

Agents des assurances sociales. — Voir : PENSIONS.

Agrégé. — Voir : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

Aide aux pays économiquement sous-développés. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Allocations familiales. — Voir : SECURITE SOCIALE.

Amnistie fiscale. — Voir : IMPOTS : Impôts indirects : Taxes assimilées au timbre.

Appareils. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Garanties de sécurité.

Armée.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant pour l'année 1954 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne.

S. 1953-1954, n° 17 : Exposé des motifs et projet de loi.
— — n° 47 : Rapport du baron Nothomb.

Armée (suite).**JURIDICTION MILITAIRE.**

Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire.

S. 1953-1954, n° 71 : Rapport de M. Kluskens.

MILICE.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

S. 1953-1954, n° 34 : Rapport de M. De Man.

Proposition de loi modifiant et complétant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

S. 1953-1954, n° 35 : Rapport de M. De Man.

— — n° 64 : Amendement proposé par M. Baert au texte présenté par la Commission.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

S. 1953-1954, n° 166 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 246 : Rapport de M. Sledsens.

— — n° 256 : Amendement proposé par M. Schot.

Proposition de loi complétant l'article 102 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

S. 1953-1954, n° 177 : Proposition de M. Schot.

OFFICIERS.

Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément.

S. 1953-1954, n° 260 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 271 : Rapport de M. Van Gerven.

Art de guérir.**MEDECINS.**

Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 1938 créant l'Ordre des Médecins.

S. 1953-1954, n° 261 : Rapport de M. Lagae.

Commerce. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Réglementation du commerce.

Commerce (Exercice de la profession dans les entreprises de l'). — Voir : PROFESSIONS.

Sciences et lettres. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Assistance publique.

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique.

S. 1953-1954, n° 106 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 185 : Rapport de Mlle Driessen.

— — n° 233 : Amendement proposé par Mme Ciselet.

Associations internationales à but scientifique. — Voir : DROIT CIVIL : Personnification civile.

Assurances sociales. — Voir : PENSIONS.
Voir aussi : SECURITE SOCIALE.

Assurances sociales (Agents de l'établissement d') à Eupen-Malmédy. — Voir : PENSIONS.

Assurance-vie. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Aveugles.

Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche.

S. 1953-1954, n° 25 : Rapport complémentaire de Mme Vandervelde.

B

Bail à ferme. — Voir : DROIT CIVIL.

Baux à loyer. — Voir : DROIT CIVIL.

Baux commerciaux. — Voir : DROIT CIVIL.

Billets à ordre. — Voir : DROIT COMMERCIAL : Lettres de change et billets à ordre.

Bonification d'ancienneté. — Voir : GUERRE : Invalides.

Bourgmestres et échevins. — Voir : PENSIONS.

Bourgmestres et échevins (Traitements). — Voir : COMMUNES.

Budgets.**EXERCICE 1954.***Affaires Economiques et Classes Moyennes.*

Budget des Affaires Economiques et des Classes Moyennes pour l'exercice 1954.

S. 1953-1954, n° 5-XIV : Projet du Gouvernement.

— — n° 216 : Amendements présentés par le Gouvernement.

Affaires Etrangères et Commerce Extérieur.

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1954.

S. 1953-1954, n° 5-IX : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Budgets (suite).**EXERCICE 1954.***Agriculture.*

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-XIII** : Projet du Gouvernement.
- — n° **97** : Rapport de M. De Coene.
- — n° **123** : Amendements proposés par M. Boulanger.
- — n° **127** : Amendement présenté par le Gouvernement.
- — n° **129** : Amendement proposé par M. Mullie et consorts.

Finances.

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-XX** : Projet du Gouvernement.
- — n° **109** : Rapport de M. Ronse.

Intérieur.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-VIII** : Projet du Gouvernement.
- — n° **81** : Amendements présentés par le Gouvernement.
- — n° **140** : Amendements présentés par le Gouvernement.
- — n° **263** : Rapport de M. De Man.

Justice.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-VII** : Projet du Gouvernement.
- — n° **54** : Amendement présenté par le Gouvernement.
- — n° **59** : Amendements présentés par le Gouvernement.
- — n° **215** : Amendement présenté par le Gouvernement.

Recettes et Dépenses extraordinaires.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-XXI** : Projet du Gouvernement.
- — n° **82** : Amendement présenté par le Gouvernement (Tableau I).
- — n° **128** : Amendements présentés par le Gouvernement.
- — n° **152** : Amendements présentés par le Gouvernement + Erratum.
- — n° **280** : Amendement présenté par le Gouvernement.

Recettes et Dépenses pour Ordre.

Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-XXII** : Projet du Gouvernement.

Budgets (suite).**EXERCICE 1954.***Santé Publique et Famille.*

Budget de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-XIX** : Projet du Gouvernement + Errata.
- — n° **218** : Amendement présenté par le Gouvernement.

Services du Premier Ministre.

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-VI** : Projet du Gouvernement.
- — n° **22** : Rapport de M. Ronse.
- — n° **51** : Amendement proposé par M. Dautrepoint.

Travail et Prévoyance Sociale.

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° XVII** : Projet du Gouvernement + Annexes.
- — n° **279** : Amendements du Gouvernement.

Travaux Publics et Reconstruction.

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-XVI** : Projet du Gouvernement.
- — n° **112** : Amendement présenté par le Gouvernement.
- — n° **278** : Amendements du Gouvernement.

Voies et Moyens.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1954.

- S. 1953-1954, n° 5-I** : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- — n° **95** : Rapport de M. Adam + Annexes.

Budgets. — Voir aussi : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.**C****Caisse Nationale de Crédit Professionnel.** — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.**Camping.** — Voir : HYGIÈNE ET SANTÉ.**Canne blanche.** — Voir : AVEUGLES.

Carrières. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Mines.

Cassation (Recours en). — Voir : ARMÉE : Juridiction militaire.

Catastrophes et accidents.

EXPLOSION DE TESSENDERLO.

Projet de loi modifiant et complétant l'article 3 de la loi du 13 juillet 1954 relative à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderlo.

S. 1953-1954, n° 208 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 236 : Rapport de M. Custers.

Certificat d'immatriculation. — Voir : COMMUNICATIONS : Navigation : Immatriculation.

Voir aussi : COMMUNICATIONS : Navigation intérieure.

Voir aussi : COMMUNICATIONS : Navigation maritime.

Chambres législatives.

Projet de loi tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution.

S. 1953-1954, n° 141 : Rapport de M. De Man.

— — n° 181 : Amendement de M. Struye et consorts au texte de la Commission.

LISTES.

S. 1953-1954, n° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.

— — n° 2 : Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.

— — n° 3 : Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi.

— — n° 4 : Liste des Commissions permanentes.

— — n° 281 : Liste des projets et propositions de loi considérés comme non venus par suite de la dissolution des Chambres, (Loi du 1^{er} juillet 1893).

PÉTITIONS.

S. 1953-1954, n° 103 : Pétitions sur lesquelles la Commission a statué. — Feuilleton n° 1.

— — n° 273 : Pétitions sur lesquelles la Commission a statué. — Feuilleton n° 2.

Charbon. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Circulation routière. — Voir : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Communications.

Classes moyennes. — Voir : HABITATIONS.

Code de commerce. — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Code d'instruction criminelle (Art. 138). — Voir : DROIT PENAL : Tribunaux de police.

Colonies.

CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Exercice 1952.

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1952.

S. 1953-1954, n° 172 : Rapport de M. Estienne.

Comité de Liquidation des organismes et services déclarés nuls. — Voir : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Commerçants et actes de commerce. — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Commerce (Actes de). — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Commerce de détail. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Réglementation du commerce.

Commerce et Industrie.

ASSURANCE-VIE.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 54 du 14 novembre 1939, relatif à la liquidation des entreprises visées aux articles 37 et 43 de la loi du 25 juin 1930.

S. 1953-1954, n° 165 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 188 : Rapport de M. Servais (Léon).

Projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie souscrits, en Belgique, postérieurement au 10 avril 1920, par les entreprises allemandes d'assurances, en cours ou non entièrement liquidés à la date du 4 septembre 1944.

S. 1953-1954, n° 202 : Rapport de M. Leemans.

— — n° 267 : Amendements de M. Rolin.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL.

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

S. 1953-1954, n° 30 : Amendement proposé par M. Flamme.

CHARBON.

Projet de loi relatif à la concessibilité des réserves charbonnières de la Campine.

S. 1953-1954, n° 156 : Rapport de M. De Winter.

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de Garantie pour la réparation des dégâts houillers.

S. 1953-1954, n° 205 : Rapport de M. De Winter.

Commerce et Industrie (suite).**COMMERCE EXTERIEUR.**

Projet de loi instituant un Fonds du Commerce Extérieur.

S. 1953-1954, n° 209 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 232 : Rapport de M. Crommen.

COOPERATION.

Proposition de loi instituant l'Office National de la Coopération belge.

S. 1953-1954, n° 32 : Rapport de M. Desmet (L.).

Projet de loi portant institution d'un Conseil national de la Coopération.

S. 1953-1954, n° 32 : Rapport de M. Desmet (L.).

— — n° 173 : Amendements du Gouvernement au texte présenté par la Commission.

GARANTIES DE SECURITE.

Projet de loi relatif aux garanties de sécurité indispensables que doivent présenter les machines, parties de machines, matériel, outils, appareils, récipients à gaz ou produits de nature dangereuse.

S. 1953-1954, n° 259 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

MINES.

Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919.

S. 1953-1954, n° 223 : Rapport de M. De Winter.

ORGANISATION DE L'ECONOMIE.

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

S. 1953-1954, n° 167 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 183 : Rapport de M. Neels.

REGLEMENTATION DU COMMERCE.

Projet de loi instituant des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie.

S. 1953-1954, n° 221 : Rapport de M. Zurstrassen.

Proposition de loi instituant des conditions en vue de l'exercice d'une profession commerciale ou artisanale sous une dénomination déterminée.

S. 1953-1954, n° 221 : Rapport de M. Zurstrassen.

Commerce et Industrie (suite).**REGLEMENTATION DU COMMERCE (suite).***Commerce de détail.*

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail.

S. 1953-1954, n° 94 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 150 : Rapport de M. De Winter.

— — n° 160 : Amendements proposés par MM. de la Vallée Poussin et De Block.

— — n° 175 : Amendements proposés par M. De Block.

Commerce extérieur. — Voir : **COMMERCE ET INDUSTRIE.**

Commerce (Petit et moyen). — Voir : **PROFESSIONS.**

Commission mixte. — Voir : **ARMEE** : Obligations internationales.

Commissions spéciales. — Voir : **CHAMBRES LEGISLATIVES** : Sénat.

Communauté Européenne de Défense. — Voir : **AFFAIRES ETRANGERES.**

Communes.

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire en 1954 par la Société Anonyme du Crédit Communal de Belgique aux communes à situation obérée.

S. 1953-1954, n° 180 : Exposé des motifs et projet de loi.

— — n° 197 : Rapport de M. De Man.

— — n° 200 : Amendement proposé par M. Harmegnies et consorts.

ECHEVINS.

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature de la côte.

S. 1953-1954, n° 258 : Exposé des motifs et projet de loi.

— — n° 269 : Rapport de M. De Man.

— — n° 272 : Amendement proposé par MM. Neels et Ancot.

TUTELLE ADMINISTRATIVE.

Projet de loi tendant à modifier l'article 76 de la loi communale du 30 mars 1836.

S. 1953-1954, n° 33 : Rapport de M. Sledsens.

BOURGMESTRES ET ECHEVINS.*Traitements.*

Projet de loi modifiant l'article 103 de la loi communale.

S. 1953-1954, n° 76 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 195 : Rapport de M. De Man.

Communes (suite).**TERRITOIRE DES COMMUNES.**

Projet de loi tendant à modifier les limites des communes de Mariakerke et de Vinderhoute.

S. 1953-1954, n° 241 : Rapport de M. De Man.

Projet de loi portant rattachement du hameau de Schelfheide, commune de Gorseem, à la commune de Nieuwerkerken.

S. 1953-1954, n° 245 : Rapport de M. De Man.

Communications.**NAVIGATION.***Inmatriculation.*

Projet de loi instituant l'immatriculation obligatoire des navires et bateaux.

S. 1953-1954, n° 155 : Exposé des motifs et projet de loi.

NAVIGATION INTERIEURE.

Projet de loi instituant le certificat d'immatriculation pour les bâtiments de navigation intérieure.

S. 1953-1954, n° 154 : Exposé des motifs et projet de loi.

NAVIGATION MARITIME.

Projet de loi sur les lettres de mer.

S. 1953-1954, n° 153 : Exposé des motifs et projet de loi.

TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de 2 milliards de francs belges.

S. 1953-1954, n° 158 : Rapport de M. Delpont.

Communications. — *Voir aussi* : AFFAIRES ETRANGERES.

Comptabilité de l'Etat. — *Voir* : FINANCES.

Concessibilité des réserves charbonnières de Campine. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbon.

Conférence Internationale du Travail. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Organisation internationale du Travail. — *Voir aussi* : GOUVERNEMENT.

Conflits du travail (Règlement des). — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Congés payés dans l'agriculture. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Congo Belge. — *Voir* : COLONIES.

Conseil d'Etat. — *Voir* : DROIT PUBLIC.

Conseil national de la Coopération. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Coopération.

Conseil national des Charbonnages. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbon.

Conseils de Prud'hommes. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Commerçants et actes de commerce.

Constitution de l'Organisation internationale du Travail. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Organisation internationale du Travail.

Constitution (Revision de la). — *Voir* : DROIT PUBLIC.

Contingent. — *Voir* : ARMEE.

Contrat d'emploi. — *Voir* : TRAVAIL.

Contrat de travail. — *Voir* : TRAVAIL.

Contrats d'assurance-vie. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Assurance-vie.

Conventions internationales. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Conventions matrimoniales. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL.

Coopération. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Coopération économique. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Cotisations. — *Voir* : SECURITE SOCIALE.

Cour de Cassation (Présentation de candidats). — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Cours d'eau non navigables. — *Voir* : EAUX ET FORETS.

Crédit Communal. — *Voir* : COMMUNES.

Crédit Maritime. — *Voir* : COMMUNICATIONS.

Crédit Professionnel. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Crédits provisoires. — *Voir* : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Crédits supplémentaires. — *Voir* : COLONIES. *Voir aussi* : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. — *Voir* : GUERRE : Séquestre.

Croix des Evadés. — *Voir* : GUERRE : Distinctions honorifiques.

Cultes.**TRAITEMENTS.**

Projet de loi modifiant la loi du 30 décembre 1950 fixant les traitements des ministres du culte catholique.

S. 1953-1954, n° 265 : Exposé des motifs et projet de loi.

D

Débts de boissons. — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Dégâts houillers (Réparation des). — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbon.

Déportés. — *Voir* : GUERRE.

Voir aussi : GUERRE : Prisonniers politiques.

Voir aussi : GUERRE : Résistance.

Voir aussi : SECURITE SOCIALE : Cotisations.

Dettes extérieures allemandes. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Distinctions honorifiques. — *Voir* : GUERRE.

Domaines. — *Voir* : FINANCES.

Douanes et accises. — *Voir* : IMPOTS : Impôts indirects.

Droit civil.**BAIL A FERME.**

Proposition de loi complétant l'article 14 de la loi du 7 juillet 1951 modifiant la législation sur le bail à ferme.

S. 1953-1954, n° 117 : Proposition de M. Van Hemelrijck.

— — n° 194 : Rapport de M. Derbaix.

BAUX A LOYER.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 21 septembre 1953 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

S. 1953-1954, n° 91 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 98 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

BAUX COMMERCIAUX.

Proposition de loi interprétative de la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce.

S. 1953-1954, n° 31 : Proposition de M. Buisseret.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce.

S. 1953-1954, n° 48 : Proposition de M. Schot.

— — n° 240 : Rapport de M. Derbaix.

Droit civil (suite).**PATERNITE ET FILIATION.**

Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code civil.

Nouvel intitulé : Projet de loi abrogeant l'article 315 et comportant des mesures transitoires.

S. 1953-1954, n° 50 : Rapport de Mme Ciselet.

Proposition de loi complétant l'article 315 du Code civil.

S. 1953-1954, n° 50 : Rapport de Mme Ciselet.

SUCCESSION.

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages.

S. 1953-1954, n° 93 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

TESTAMENTS.

Projet de loi sur le dépôt des testaments olographes et des testaments mystiques.

S. 1953-1954, n° 206 : Projet transmis par la Chambre des Représentants et rapport de M. Ni-houl.

Droit commercial.**COMMERÇANTS ET ACTES DE COMMERCE.**

Projet de loi portant modification du Titre I^{er} du Livre I^{er} du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes.

S. 1953-1954, n° 10 : Amendement proposé par M. Warnant.

FAILLITE.

Projet de loi modifiant l'article 472 du Code de commerce.

S. 1953-1954, n° 130 : Exposé des motifs et projet de loi.

LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE.

Projet de loi qui rectifie et interprète diverses dispositions de la loi du 10 août 1953 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur, et qui la coordonne avec la dite loi uniforme.

S. 1953-1954, n° 235 : Exposé des motifs et projet de loi.

REGISTRE DU COMMERCE.

Projet de loi sur le Registre du commerce.

S. 1953-1954, n° 9 : Amendements de M. Warnant au texte présenté par la Commission.

Droit constitutionnel. — Voir : DROIT PUBLIC.

Droit d'association. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Droit international privé. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Droit pénal.

EXTRADITION.

Projet de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions.

S. 1953-1954, n° 16 : Exposé des motifs et projet de loi.

TRIBUNAUX DE POLICE.

Projet de loi modifiant l'article 138 du Code d'instruction criminelle.

S. 1953-1954, n° 131 : Exposé des motifs et projet de loi.

Droit public.

CONSEIL D'ETAT.

Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

S. 1953-1954, n° 207 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 266 : Rapport de M. Vermeylem.

TRAITEMENTS.

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

S. 1953-1954, n° 23 : Rapport de M. Sledsens.

— — n° 161 : Rapport de M. Sledsens.

— — n° 190 : Amendements présentés par le Gouvernement au texte des Commissions réunies de la Justice et de l'Intérieur.

— — n° 217 : Sous-amendements présentés par le Gouvernement.

REVISION DE LA CONSTITUTION.

Projets et propositions de déclarations relatives à la révision de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Propositions de déclaration de révision des articles 1^{er}, alinéas 1 et 3, 32, 38 et 108 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 41 : Propositions de M. Buisseret.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Propositions de déclaration de révision des articles 1^{er} à 11, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 25 à 29, 32, 35, 36, 47 à 57, 59, 61 à 74, 77, 79 à 82, 84 à 91, 93 à 95, 99, 102 à 108, 110 à 129 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 43 : Propositions de M. Yernaux.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Droit public (suite).

REVISION DE LA CONSTITUTION (suite).

Proposition de déclaration de révision de l'article 6, alinéa 2, de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 100 : Proposition de M. Vermeylem.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Proposition de déclaration de révision de la Constitution, par l'adjonction d'un article 24bis.

S. 1953-1954, n° 108 : Proposition de M. Troclet.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Proposition de déclaration de révision de l'article 36 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 58 : Proposition de M. Van Gerven.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Proposition de déclaration de révision de l'article 36 de la Constitution par adjonction d'un deuxième alinéa.

S. 1953-1954, n° 85 : Proposition de M. Vermeylem.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Proposition de déclaration de révision de l'article 47 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 57 : Proposition de M. Sledsens.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

— — n° 253 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Proposition de déclaration de révision de l'article 47, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 67 : Proposition de M. Yernaux.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

— — n° 253 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

— — n° 270 : Rapport de M. Ancot.

Proposition de déclaration de révision de l'article 47 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 101 : Proposition de M. Sledsens.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Propositions de déclaration de révision des articles 53 et 54 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 102 : Propositions du baron Nothomb.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Proposition de déclaration de révision de l'article 59 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 72 : Proposition de M. Struye.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Proposition de déclaration de révision de l'article 84 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 86 : Proposition de M. Vermeylem.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

— — n° 244 : Amendement proposé par MM. Vermeylem et Chot.

— — n° 247 : Amendement proposé par MM. Ancot et Kluysskens.

Droit public (suite).**REVISION DE LA CONSTITUTION (suite).**

Propositions de déclaration de revision des articles 95 et 105 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 42 : Propositions de M. Buisseret.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Proposition de déclaration de revision de l'article 131 de la Constitution, par adjonction d'un sixième alinéa.

S. 1953-1954, n° 87 : Propositions de M. Vermeylen.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Propositions de déclaration de revision des articles 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6, 7, 15, 20, 21, 22, 24, 33, 73, 90, 117 et 121 de la Constitution.

S. 1953-1954, n° 143 : Propositions de M. Glineur.

— — n° 168 : Rapport de M. Ancot.

Droits de l'Homme. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Droits d'entrée. — Voir : IMPOTS : Impôts indirects : Douanes et Accises.

Durée du service militaire. — Voir : ARMEE : Obligations internationales.

E**Eaux et Forêts.**

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950 relative aux cours d'eau non navigables.

S. 1953-1954, n° 12 : Rapport de M. De Boodt.

Echevins. — Voir : COMMUNES.

Voir aussi : COMMUNES : Bourgmestres et Echevins : Traitements.

Voir aussi : PENSIONS : Bourgmestres et Echevins.

Emprunts (Régie des Télégraphes et des Téléphones).

— Voir : COMMUNICATIONS : Télégraphes et Téléphones.

Enseignement.**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.**

Projet de loi relatif au patrimoine des Universités.

S. 1953-1954, n° 92 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 126 : Rapport de M. Leynen.

FONDS NATIONAL DES ETUDES.

Projet de loi instituant un Fonds National des Etudes.

S. 1953-1954, n° 75 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 142 : Rapport de M. Jaspers.

Enseignement (suite).**PERSONNEL ENSEIGNANT.**

Proposition de loi concernant la position de détachement syndical du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire.

S. 1953-1954, n° 13 : Proposition de M. Rolland.

— — n° 125 : Rapport de M. Delor.

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant.

S. 1953-1954, n° 21 : Amendement présenté par le Gouvernement.

PROFESSEURS A L'ETRANGER.

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement à l'étranger.

Nouvel intitulé : Projet de loi fixant le statut du personnel belge de l'enseignement à l'étranger.

S. 1953-1954, n° 90 : Rapport de M. Rolland.

— — n° 145 : Amendement proposé par M. Vermeylen et consorts.

— — n° 163 : Amendements du Gouvernement au texte présenté par les Commissions réunies.

— — n° 164 : Texte adopté au premier vote.

— — n° 179 : Rapport complémentaire de M. Rolland.

Enseignement. — Voir aussi : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Sanctions disciplinaires.

Enseignement technique (Personnel des établissements privés d'). — Voir : PENSIONS : Personnel enseignant.

Estropiés et mutilés. — Voir : SECURITE SOCIALE.

Entreprises allemandes d'assurances. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Assurance-vie.

Etrangers prisonniers politiques. — Voir : GUERRE : Prisonniers politiques.

Voir aussi : GUERRE : Résistance.

Eupen-Malmédy (Agents de l'établissement des assurances sociales d'). — Voir : PENSIONS.

Evadés. — Voir : GUERRE : Distinctions honorifiques.

Explosion de Tessenderlo. — Voir : CATASTROPHES ET ACCIDENTS.

Extradition. — Voir : DROIT PENAL.

F

Faillite. — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Filiation. — Voir : DROIT CIVIL : Paternité et filiation.

Finances.**COMPTABILITE DE L'ETAT.**

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1953 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1952 et antérieurs.

S. 1953-1954, n° 104 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 138 : Rapport de M. Adam.

— — n° 144 : Amendements proposés par M. Doutrepont et consorts.

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1943 et 1944.

S. 1953-1954, n° 148 : Rapport de M. Clymans.

CREDITS PROVISOIRES.

Exercice 1954.

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1954.

S. 1953-1954, n° 79 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 96 : Rapport de M. Van Laeys.

DOMAINES.

Projet de loi domaniale.

S. 1953-1954, n° 119 : Exposé des motifs et projet de loi.

— — n° 147 : Rapport de M. Van Laeys.

OFFICE DES SEQUESTRES.

S. 1953-1954, n° 264 : Rapport de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner l'activité de l'Office des Séquestres.

Finances communales. — Voir : PROVINCES : Fonds des provinces.

Finances provinciales et communales. — Voir : PROVINCES : Fonds des provinces.

Fonctions publiques. — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Sanctions disciplinaires.

Fonds de commerce (Protection du). — Voir : DROIT CIVIL : Baux commerciaux.

Fonds de pension réservé (Constitution d'un). — Voir : PENSIONS : Vieillesse.

Fonds des constructions scolaires. — Voir : ENSEIGNEMENT.

Fonds des provinces. — Voir : PROVINCES.

Fonds du commerce extérieur. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Commerce extérieur.

Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbon.

Fonds national des Etudes. — Voir : ENSEIGNEMENT.

Forêts. — Voir : EAUX ET FORETS.

Fusion et Absorption de sociétés. — Voir : IMPOTS DIRECTS : Revenus.

G

Garanties de sécurité. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Garde territoriale anti-aérienne. — Voir : ARMEE : Contingent.

Grève. — Voir : TRAVAIL : Contrat d'emploi.

Guerre.**DEPORTES.**

Proposition de loi tendant à l'établissement, par le Gouvernement, du compte définitif des sommes payées, par l'Allemagne, du chef de la déportation de civils belges, pendant la guerre de 1914-1918, et de celles payées, du même chef, à des citoyens belges.

S. 1953-1954, n° 44 : Proposition de M. Cornez.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la « Croix des Evadés ».

S. 1953-1954, n° 137 : Rapport de M. Rolin.

PRISONNIERS POLITIQUES.

Projet de loi interprétant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et apportant des modifications aux statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des prisonniers politiques étrangers, des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire et des prisonniers de la guerre 1940-1945.

S. 1953-1954, n° 151 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

— — n° 178 : Rapport de M. Derbaix.

Guerre (suite).**RESISTANCE.**

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1952, relative à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine.

S. 1953-1954, n° 222 : Rapport de M. Derbaix.

SEQUESTRE.

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens suspects.

S. 1953-1954, n° 107 : Rapport de M. Hanquet.

— — n° 114 : Amendement du Gouvernement au texte présenté par la Commission.

— — n° 118 : Amendements proposés par M. Ancot et par M. Hanquet, au texte présenté par la Commission.

— — n° 120 : Amendement proposé par M. Nihoul au texte présenté par la Commission.

Proposition de loi modifiant les articles 9 et 30 de la loi du 14 juillet 1951, relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

S. 1953-1954, n° 184 : Proposition de M. Pontus.

VICTIMES CIVILES.

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

S. 1953-1954, n° 110 : Rapport de M. Derbaix.

— — n° 121 : Amendement proposé par M. Lacroix et consorts.

— — n° 135 : Amendement proposé par M. Verbaet.

— — n° 136 : Amendements proposés par M. Cornez et consorts.

— — n° 146 : Amendements présentés par le Gouvernement.

— — n° 149 : Amendement proposé par M. Cornez.

H**Habitations.**

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à étendre l'objet de leur activité.

S. 1953-1954, n° 19 : Amendement proposé par M. Moulin.

— — n° 28 : Amendement proposé par M. De Boey.

— — n° 29 : Amendement proposé par M. Boulanger et consorts.

— — n° 40 : Amendement proposé par M. De Stobbeleir.

Habitations (suite).

Projet de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes.

S. 1953-1954, n° 210 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

— — n° 220 : Rapport de M. Ronse.

Héritages (Régime successoral des petits). — Voir : DROIT CIVIL : Successions.

Hygiène et Santé.**CAMPING.**

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques.

S. 1953-1954, n° 203 : Rapport de M. Neels.

I

Immatriculation des navires et bateaux. — Voir : COMMUNICATIONS : Navigation.

Impôts.**IMPOTS DIRECTS.**

Projet de loi régularisant certaines situations nées de la guerre, en matière de taxes assimilées aux impôts directs.

S. 1953-1954, n° 70 : Rapport de M. Van Laeys.

Débits de boissons.

Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons.

S. 1953-1954, n° 7 : Amendement présenté par le Gouvernement.

— — n° 39 : Rapport de M. Clynmans.

Jeux et paris.

Projet de loi modifiant, au profit des provinces et des communes, la loi du 27 décembre 1938 portant augmentation de la taxe sur les jeux et paris en ce qui concerne les sommes engagées à l'occasion de pronostics sur les matches de football.

S. 1953-1954, n° 211 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 251 : Rapport de Mme Lambotte.

Revenus.

Projet de loi modifiant l'article 32 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

S. 1953-1954, n° 78 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 111 : Rapport de M. Van Loenhout.

Impôts (suite).**IMPOTS DIRECTS (suite).***Revenus (suite).*

Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus, coordonnés par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948.

S. 1953-1954, n° 105 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 133 : Rapport de M. Leemans.

Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 8 mars 1951 relative aux impôts sur les revenus.

Nouveau titre : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en ce qui concerne la régularisation de la situation fiscale des salariés et appointés.

S. 1953-1954, n° 187 : Rapport de M. Leemans.

IMPOTS INDIRECTS.*Douanes et Accises.*

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 16 juillet 1953 relatif au tarif des droits d'entrée.

S. 1953-1954, n° 228 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 avril 1953 relatif au tarif des droits d'entrée.

S. 1953-1954, n° 229 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 28 juillet 1953 relatif au tarif des droits d'entrée.

S. 1953-1954, n° 230 : Rapport de M. Mullie.

Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac.

S. 1953-1954, n° 237 : Rapport de M. Mullie.

Taxes assimilées au timbre.

Proposition de loi tendant à réglementer l'amnistie fiscale accordée en matière de taxes assimilées au timbre.

S. 1953-1954, n° 14 : Proposition de M. Clynmans.

Proposition de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code des taxes assimilées au timbre, modifiées par la loi du 27 juillet 1953.

S. 1953-1954, n° 15 : Proposition de M. Clynmans.

Inventions et secrets de fabrique. — *Voir* : SURETE DE L'ETAT.

Immatriculation. — *Voir* : COMMUNICATIONS : Navigation.

Voir aussi : COMMUNICATIONS : Navigation intérieure.

Voir aussi : COMMUNICATIONS : Navigation maritime.

Impôts sur le revenu. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Industrie. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Industrie charbonnière. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbon.

Inspection du travail. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Institut national de l'Industrie Charbonnière. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbon.

Invalides. — *Voir* : GUERRE.

Inventions et secrets de fabrique. — *Voir* : SURETÉ DE L'ETAT.

J

Jeux et paris. — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Juridiction militaire. — *Voir* : ARMEE.

L

Laboratoire international pour la recherche nucléaire. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Arts, Sciences et Lettres.

Langues (Emploi des). — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Lettres de change et billets à ordre. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL.

Lettres de mer. — *Voir* : COMMUNICATIONS : Navigation maritime.

Liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — *Voir* : GUERRE : Séquestre.

Listes. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES : Sénat.

Listes électorales. — *Voir* : LOIS ELECTORALES.

Loi communale. — *Voir* : COMMUNES.

Lois électorales.

LISTES ELECTORALES.

Projet de loi fixant la composition, jusqu'au 1^{er} mai 1954, du corps électoral pour les élections législatives et provinciales.

S. 1953-1954, n° 139 : Rapport de M. Sledsens.

M

- Machines.** — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Garanties de sécurité.
- Marine.** — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Communications.
- Matériel.** — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Garanties de sécurité.
- Mer (Sauvegarde de la vie humaine en).** — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Communications : Marine.
- Milice.** — *Voir* : ARMEE.
- Mines.** — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.
- Mineurs.** — *Voir* : PENSIONS.
- Minières.** — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Mines.
- Mobilité des pensions de réparation.** — *Voir* : PENSIONS : Pensions militaires.
- Mutilés.** — *Voir* : SECURITE SOCIALE : Estropiés et mutilés.

N

Naturalisations.

Projets relatifs à des demandes de naturalisation.

- S. 1953-1954, n° 61 : Rapport de MM. Allard, De Bruyne (V.), de la Vallée Poussin, Mme Lambotte et M. Slegten.
- — n° 62 : Projets de loi présentés par la Commission des naturalisations (feuilletons n°s 1 à 27).

Projets de loi relatifs à des demandes de naturalisation.

- S. 1953-1954, n° 169 : Rapport de Mme Lambotte, MM. De Bruyne (V.), Lilar, Allard, de la Vallée Poussin et Slegten.
- — n° 174 : Projets de loi présentés par la Commission des naturalisations (feuilletons n°s 1 à 20).

Navigaton. — *Voir* : COMMUNICATIONS.

Navigaton intérieure. — *Voir* : COMMUNICATIONS.

Navigaton maritime. — *Voir* : COMMUNICATIONS.

O

Obligations de service. — *Voir* : ARMEE : Milice.

Obligations internationales de la Belgique. — *Voir* : ARMEE.

Office d'Exploitation des Transports Coloniaux. — *Voir* : COLONIES : Otraco.

Office du Séquestre. — *Voir* : FINANCES.

Office National de Coordination des Allocations Familiales. — *Voir* : SECURITE SOCIALE.

Office National de la Coopération. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Coopération.

Officiers. — *Voir* : ARMEE.

Ordre judiciaire (Membres de l'). — *Voir* : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Sanctions disciplinaires.

Organisation de l'économie. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Organisation européenne de la recherche nucléaire. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Arts, Sciences et Lettres.

Organisation internationale du Travail. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES.

Voir aussi : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Voir aussi : GOUVERNEMENT.

Organisation judiciaire.

Projet de loi modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

S. 1953-1954, n° 157 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

COUR DE CASSATION.

Présentation de candidats.

S. 1953-1954, n° 6 : Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation, le 29 octobre 1953, pour la place de conseiller vacante à la dite Cour, à la suite du départ de M. le Conseiller Bail, admis à l'éméritat.

LANGUES.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

S. 1953-1954, n° 49 : Exposé des motifs et projet de loi.
— — n° 162 : Rapport de M. Custers.

Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

S. 1953-1954, n° 227 : Rapport de M. Custers.

Organismes d'intérêt public. — *Voir* : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Organismes et services déclarés nuls. — *Voir* : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

O. T. R. A. C. O. — Voir : COLONIES.

Outils. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Garanties de sécurité.

Ouvriers : PENSIONS.

P

Pacte Atlantique. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Voir aussi : AFFAIRES ETRANGERES : Communauté Européenne de Défense.

Paris (Jeux et). — Voir : IMPOTS : Impôts directs.

Paternité et filiation. — Voir : DROIT CIVIL.

Patrimoine des Universités. — Voir : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

Pays économiquement sous-développés (Aide aux). — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Pensions.

AGENTS DES ASSURANCES SOCIALES.

Projet de loi étendant à certains agents de l'établissement des assurances sociales d'Eupen-Malmédy et à leurs ayants droit le bénéfice des dispositions légales relatives aux pensions civiles et ecclésiastiques.

S. 1953-1954, n° 189 : Rapport de M. Servais (Léon).

BOURGMESTRES ET ECHEVINS.

Projet de loi relatif à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit.

S. 1953-1954, n° 77 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

OUVRIERS.

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

Nouvel intitulé : Projet de loi relatif à la pension des ouvriers.

S. 1953-1954, n° 36 : Rapport de M. Servais (Léon).

— — n° 37 : Amendements proposés par M. Glineur.

— — n° 38 : Amendements proposés par M. Troclet.

— — n° 46 : Amendements proposés par MM. Yernaux, Troclet et consorts.

— — n° 68 : Amendements proposés par M. Lacroix et consorts.

— — n° 69 : Amendements proposés par M. Moulin et consorts.

— — n° 73 : Sous-amendements de MM. Troclet et Yernaux aux amendements proposés par MM. Yernaux, Troclet et consorts (doc. n° 46).

— — n° 74 : Amendements proposés par M. Troclet.

— — n° 80 : Amendement proposé par M. Troclet et consorts.

— — n° 83 : Amendement proposé par Mlle Driesen et consorts.

— — n° 84 : Amendements proposés par Mlle Baers et consorts.

— — n° 88 : Amendement proposé par M. Troclet et consorts.

— — n° 89 : Amendements présentés par le Gouvernement.

Pensions (suite).

OUVRIERS MINEURS.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

S. 1953-1954, n° 275 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 277 : Rapport de M. Léon Servais.

PENSIONS MILITAIRES.

Proposition de loi modifiant l'article 59 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

S. 1953-1954, n° 116 : Proposition de M. Cornez.

— — n° 250 : Rapport de M. Adam.

Projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

S. 1953-1954, n° 234 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 238 : Rapport de M. Adam.

— — n° 249 : Amendement proposé par M. Buisseret et Mme Ciselet.

— — n° 252 : Amendement proposé par M. Vreven et consorts.

— — n° 255 : Amendements proposés par M. Glineur et consorts.

— — n° 257 : Sous-amendement proposé par M. Gilson et consorts à l'amendement de M. Buisseret et Mme Ciselet.

— — n° 268 : Amendements proposés par M. Cornez.

PERSONNEL ENSEIGNANT.

Projet de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.

S. 1953-1954, n° 63 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 99 : Rapport de Mme Lambotte-Pauli.

VIEILLESSE.

Proposition de loi accordant un supplément de pension aux bénéficiaires d'une majoration de rente de vieillesse en vertu des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946.

S. 1953-1954, n° 36 : Rapport de M. Léon Servais.

Pensions (suite).**VIEILLESSE (suite).**

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1^{er} juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951.

S. 1953-1954, n° 212 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 225 : Rapport de M. Uselding.

— — n° 242 : Amendement proposé par M. Buisseret et consorts.

— — n° 243 : Amendements proposés par M. Glineur.

Pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945. — Voir : GUERRE : Victimes civiles.

Voir aussi : PENSIONS : Pensions militaires.

Pensions de réparation. — Voir : GUERRE : Victimes civiles.

Voir aussi : PENSIONS : Pensions militaires.

Personnel de l'Etat, des provinces et des institutions publiques. — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Voir aussi : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Sanctions disciplinaires.

Personnel des établissements privés d'enseignement technique. — Voir : PENSIONS : Personnel enseignant.

Personnel des parquets et des greffes. — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Sanctions disciplinaires.

Personnel enseignant. — Voir : ENSEIGNEMENT.

Voir aussi : PENSIONS.

Voir aussi : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Sanctions disciplinaires.

Personnel judiciaire. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Personnification civile. — Voir : DROIT CIVIL.

Petite industrie. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Réglementation du commerce.

Petit et moyen commerce (Exercice de la profession dans les entreprises du). — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Réglementation du commerce.

Pétitions. — Voir : CHAMBRES LEGISLATIVES : Sénat.

Plan Marshall. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Coopération économique.

Polders et Wateringues.

Projet de loi relatif aux Polders.

S. 1953-1954, n° 198 : Exposé des motifs et projet de loi + Annexes.

Projet de loi relatif aux Wateringues.

S. 1953-1954, n° 199 : Exposé des motifs et projet de loi + Annexes.

Police des étrangers. — Voir : SURETE DE L'ETAT.

Police judiciaire (Officiers et agents de la). — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : Sanctions disciplinaires.

Politique sociale. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Pouvoirs souverains établis par la Constitution (Libre exercice des). — Voir : CHAMBRES LEGISLATIVES.

Prisonniers de guerre. — Voir : GUERRE : Prisonniers politiques.

Voir aussi : SECURITE SOCIALE : Cotisations.

Prisonniers politiques. — Voir : GUERRE.

Voir aussi : GUERRE : Résistance.

Voir aussi : SECURITE SOCIALE : Cotisations.

Produits de nature dangereuse. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Garanties de sécurité.

Professeurs à l'étranger. — Voir : ENSEIGNEMENT.

Profession (Conditions d'exercice de la). — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Réglementation du commerce.

Pronostics sur matches de football. — Voir : IMPOTS : Impôts directs : Jeux et paris.

Protection de l'exercice des pouvoirs souverains. — Voir : CHAMBRES LEGISLATIVES.

Protection du fonds de commerce. — Voir : DROIT CIVIL : Baux commerciaux.

Provinces.**FONDS DES PROVINCES.**

Projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 23 juillet 1952 majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

S. 1953-1954, n° 159 : Exposé des motifs et projet de loi.

— — n° 196 : Rapport de M. De Man.

Prud'hommes (Conseils de). — Voir : DROIT COMMERCIAL : Commerçants et actes de commerce.

R

Recherche nucléaire. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Arts, Sciences et Lettres.

Récipients à gaz. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Garanties de sécurité.

Recours en cassation. — *Voir* : ARMEE : Juridiction militaire.

Recrutement et obligations de service. — *Voir* : ARMEE : Milice.

Réfractaires (Résistants civils et). — *Voir* : GUERRE : Prisonniers politiques.

Voir aussi : GUERRE : Résistance.

Voir aussi : SECURITE SOCIALE : Cotisations.

Régie des Télégraphes et des Téléphones. — *Voir* : COMMUNICATIONS : Télégraphes et Téléphones.

Régie du travail pénitentiaire. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Régime fiscal du tabac. — *Voir* : IMPOTS INDIRECTS : Douanes et Accises.

Régime successoral des petits héritages. — *Voir* : DROIT CIVIL : Successions.

Registre de commerce. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL.

Réglementation du commerce. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Règlements de travail. — *Voir* : TRAVAIL.

Règlement des conflits de travail. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Réparation des dégâts houillers. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbon.

Répression des atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES.

Réserves charbonnières de la Campine. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Charbon.

Résistance. — *Voir* : GUERRE.

Résistants civils et réfractaires. — *Voir* : GUERRE : Prisonniers politiques.

Voir aussi : GUERRE : Résistance.

Résistants par la presse clandestine. — *Voir* : GUERRE : Résistance.

Revenus. — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Revision de la Constitution. — *Voir* : DROIT PUBLIC.

Revision quinquennale (Suppression de la deuxième). — *Voir* : PENSIONS : Pensions militaires.

Routes. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Communications.

Ruanda-Urundi. — *Voir* : COLONIES.

S

Salaires et traitements (Minima de). — *Voir* : TRAVAIL.

Sanctions disciplinaires. — *Voir* : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Sauvegarde de la vie humaine en mer. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Communications : Marine.

Secrets de fabrique. — *Voir* : SURETE DE L'ETAT : Inventions et secrets de fabrique.

Sécurité (Garanties de). — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Sécurité sociale.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi complétant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

S. 1953-1954, n° 193 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 224 : Rapport de M. Custers.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Projet de loi portant dissolution de l'Office National de Coordination des Allocations Familiales.

S. 1953-1954, n° 20 : Exposé des motifs et projet de loi.

Projet de loi abrogeant l'article 106, *a*, et le chapitre XIV des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et l'article 9, *b*, de la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés.

S. 1953-1954, n° 191 : Rapport de M. Troclet.

ESTROPIES ET MUTILES.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 juin 1937, relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.

S. 1953-1954, n° 274 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 276 : Rapport de M. Moulin.

Sécurité sociale. — *Voir aussi* : PENSIONS.

Sénat. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES.

Séquestre. — Voir : FINANCES : Office du Séquestre.
Voir aussi : GUERRE.

Services (Organismes et) déclarés nuls. — Voir : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Signalisation routière. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Communications.

Société anonyme du Crédit Communal de Belgique. — Voir : COMMUNES : Crédit Communal.

Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne. — Voir : HABITATIONS.

Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché. — Voir : HABITATIONS.

Sociétés (absorption et fusion). — Voir : IMPOTS : Impôts directs : Revenus.

Sociétés d'assurance-vie. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Assurance-vie.

Statut des prisonniers politiques. — Voir : GUERRE : Prisonniers politiques.

Statut des quartiers généraux militaires internationaux. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Pacte Atlantique.

Successions. — Voir : DROIT CIVIL.

Sureté de l'Etat.

INVENTIONS ET SECRETS DE FABRIQUE.

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat.

S. 1953-1954, n° 171 : Rapport de M. Baert.

Sureté extérieure de l'Etat (Crimes contre la). — Voir : GUERRE : Séquestre.

Suspension de l'exécution du contrat d'emploi. — Voir : TRAVAIL : Contrat d'emploi.

T

Tabac (Régime fiscal du). — Voir : IMPOTS : Impôts indirects : Douanes et Accises.

Tarif des droits d'entrée. — Voir : IMPOTS : Impôts indirects : Douanes et Accises.

Taxe d'ouverture des débits de boissons. — Voir : IMPOTS : Impôts directs.

Taxe sur les jeux et paris. — Voir : IMPOTS : Impôts directs : Jeux et paris.

Taxes assimilées au timbre. — Voir : IMPOTS : Impôts indirects.

Taxes assimilées aux impôts directs. — Voir : IMPOTS : Impôts directs.

Télégraphes et Téléphones. — Voir : COMMUNICATIONS.

Territoire des communes. — Voir : COMMUNES.

Territoires non métropolitains. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Travail.

Tessengerlo (Explosion de). — Voir : CATASTROPHES ET ACCIDENTS.

Testaments. — Voir : DROIT CIVIL.

Traitements. — Voir : COMMUNES : Bourgmestres et Echevins.

Voir aussi : DROIT PUBLIC : Conseil d'Etat.

Voir aussi : TRAVAIL : Salaires et traitements.

Traités internationaux. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Transports. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES : Communications.

Travail.

CONTRAT D'EMPLOI.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi.

S. 1953-1954, n° 192 : Rapport de M. Jespers.

— — n° 201 : Amendement de M. Warnant au texte présenté par la Commission.

— — n° 214 : Amendements proposés par M. Custers.

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève.

S. 1953-1954, n° 213 : Rapport de M. Custers.

— — n° 248 : Amendement de M. Houben au texte présenté par la Commission.

CONTRAT DE TRAVAIL.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

— — n° 170 : Rapport de M. Houben.

— — n° 176 : Amendements proposés par M. Troclet au texte présenté par la Commission.

— — n° 182 : Amendements proposés par M. De Stobbeleir au texte présenté par la Commission.

Travail (suite).**REGLEMENTS DE TRAVAIL.**

Projet de loi instituant les règlements de travail.

S. 1953-1954, n° 45 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

SALAIRES ET TRAITEMENTS.

Proposition de loi fixant les minima de salaires et traitements.

S. 1953-1954, n° 262 : Proposition de M. Glineur.

VACANCES.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951.

S. 1953-1954, n° 226 : Rapport de Mlle Driessen.

Travail. — *Voir aussi* : AFFAIRES ETRANGERES.

Travail pénitentiaire (Régie du). — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Tribunaux de police. — *Voir* : DROIT PENAL.

Tutelle administrative. — *Voir* : COMMUNES.

U

Universités (Patrimoine des). — *Voir* : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

V

Vacances. — *Voir* : TRAVAIL.

Vente en détail. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Réglementation du commerce : Commerce de détail.

Victimes civiles. — *Voir* : GUERRE.

Voir aussi : PENSIONS : Pensions militaires.

Vieillesse et décès prématuré. — *Voir* : PENSIONS.

Vieillesse (Majoration de rente de). — *Voir* : PENSIONS.

Vie humaine (Sauvegarde de la) en mer. — *Voir* : AFFAIRES ETRANGERES : Communications : Marine.

W

Wateringues. — *Voir* : POLDERS ET WATERINGUES.